

La haine de la ville : « Paris et le désert français » de Jean-François Gravier

In: L'information géographique. Volume 65 n°3, 2001. pp. 234-253.

Citer ce document / Cite this document :

Marchand Bernard. La haine de la ville : « Paris et le désert français » de Jean-François Gravier. In: L'information géographique. Volume 65 n°3, 2001. pp. 234-253.

doi : 10.3406/ingeo.2001.2761

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ingeo_0020-0093_2001_num_65_3_2761

Résumé

Paru en 1947, l'ouvrage de J.-F. Gravier, «Paris et le désert français», a inspiré la géographie et l'aménagement français depuis cinquante ans. Il en a été, en quelque sorte, la Bible. Toujours cité, rarement lu, jamais discuté, ce texte a connu un sort étrange. Il est, cependant, non seulement polémique, mais partial et très marqué politiquement : un pamphlet qui n'a rien de scientifique. De façon peu sérieuse (jeu avec les définitions, citations gravement déformées, anachronismes, ignorance de l'économie...), Gravier se fait l'apôtre des idées maurrassiennes qui ont triomphé sous Vichy. Pour lui, Paris est la cause du déclin de la province et la capitale doit être ruinée pour sauver la France. L'article s'attache à l'ouvrage même et à ses fondements idéologiques qui sont ceux de l'aménagement du territoire en France ; il essaye d'évaluer ce texte et d'en expliquer l'incroyable succès en citant la sensibilité de l'opinion française à de telles thèses, le prestige du Plan, le poids du monde rural et aussi la responsabilité de nombreux géographes, très ruralistes et partisans enthousiastes de géographie appliquée.

Abstract

Published in 1947, Gravier's book (Paris et le désert français) has had for fifty years, a very strong inspiring influence on french geography and regional planning. Gravier considers Paris' growth as excessive and as the main source of the decline of the rest of France : since the middle of xix century, the capital city has attracted so many workers and so much investment that the rest of the country has sunk into a desert. Planning should send back a large part of Paris population to the country side and demote the capital city to a second rank town. Always quoted, rarely read and never discussed, the text is marred by many flaws, distorted quotations, doubtful figures, and regrettable mistakes, particularly in economics. The author advocates the ideas of l'Action Française, a rightist and racist political movement who played a basic role in France during the first half of the xxe century and was the main ideological source for the Vichy Régime under Maréchal Pétain (1940-1944). the main question is : why has this text met with so much success ? Answers are many and sometimes disturbing.

La haine de la ville: «Paris et le désert français» de Jean-François Gravier

Bernard Marchand

*Professeur – Institut Français d'Urbanisme –
Université de Paris-8, École Nationale des Travaux Publics de l'État*

Paru en 1947, l'ouvrage de J.-F. Gravier, «Paris et le désert français», a inspiré la géographie et l'aménagement français depuis cinquante ans. Il en a été, en quelque sorte, la Bible. Toujours cité, rarement lu, jamais discuté, ce texte a connu un sort étrange. Il est, cependant, non seulement polémique, mais partial et très marqué politiquement: un pamphlet qui n'a rien de scientifique. De façon peu sérieuse (jeu avec les définitions, citations gravement déformées, anachronismes, ignorance de l'économie...), Gravier se fait l'apôtre des idées maurrassiennes qui ont triomphé sous Vichy. Pour lui, Paris est la cause du déclin de la province et la capitale doit être ruinée pour sauver la France. L'article s'attache à l'ouvrage même et à ses fondements idéologiques qui sont ceux de l'aménagement du territoire en France; il essaye d'évaluer ce texte et d'en expliquer l'incroyable succès en citant la sensibilité de l'opinion française à de telles thèses, le prestige du Plan, le poids du monde rural et aussi la responsabilité de nombreux géographes, très ruralistes et partisans enthousiastes de géographie appliquée.

Mots-clés : Aménagement, Urbanisme, Paris, Gravier, Idéologies.

Published in 1947, Gravier's book (*Paris et le désert français*) has had for fifty years, a very strong inspiring influence on french geography and regional planning. Gravier considers Paris' growth as excessive and as the main source of the decline of the rest of France: since the middle of XIX^e century, the capital city has attracted so many workers and so much investment that the rest of the country has sunk into a desert. Planning should send back a large part of Paris population to the country side and demote the capital city to a second rank town. Always quoted, rarely read and never discussed, the text is marred by many flaws, distorted quotations, doubtful figures, and regrettable mistakes, particularly in economics. The author advocates the ideas of l'Action Française, a rightist and racist political movement who played a basic role in France during the first half of the XX^e century and was the main ideological source for the Vichy Régime under Maréchal Pétain (1940-1944). The main question is: why has this text met with so much success? Answers are many and sometimes disturbing.

Key-words : Urban and Regional Planning, Paris, Gravier, Anti-urban ideologies.

INTRODUCTION

L'ouvrage de Gravier a connu un étrange destin: publié pour la première fois en 1947, il passe à peu près inaperçu (on verra que cette date s'explique fort bien). Une seconde édition en 1958 lance l'ouvrage. Une dernière le modernise quelque peu en 1972¹. Peu de livres en géographie ont eu autant de succès: il n'y a guère de cours portant sur l'aména-

gement où le professeur n'en parle, ni de dissertation dans lesquelles les étudiants ne le citent. Dans un gros rapport sur l'Aménagement, le Sénat en 1994 prend soin de reproduire tout un paragraphe du livre, et *le Monde*, tout récemment (18 janvier 2001), y fait encore référence.

Pourtant, ce texte qui a inspiré l'aménagement français depuis cinquante ans et qui en est, en quelque sorte, la Bible, est non seulement polémique, mais partial, très marqué politiquement, et fort

1. J.-F. Gravier. *Paris et le désert français*. Flammarion, 1972. 280 p. Les références de ce texte renvoient à cette dernière édition.

peu sérieux: au total, un pamphlet qui n'a rien de scientifique. Les meilleurs géographes ne s'y sont pas trompés: alors que dans leurs cours, beaucoup le citaient, aucun n'a pris la peine de le discuter publiquement et ce silence ajoute à l'énigme que constitue ce pamphlet. Ni Maximilien Sorre, ni Pierre George, si prompt à prendre la plume pour commenter le moindre article portant sur les plus petits aménagements de la Fergana, ne semblent pas avoir jamais critiqué ce livre pourtant reçu par les *Annales* en mars-avril 1959. Mieux, George écrit peu après un article sur la décentralisation en France² appuyé sur de nombreuses citations mais sans mentionner le *Désert*.

Pourtant, Gravier a du souffle et du talent: «Ainsi, dans tous les domaines, l'agglomération parisienne s'est comportée depuis 1850, non pas comme une métropole vivifiant son arrière-pays, mais comme un groupe "monopoleur" dévorant la substance nationale. Son action a multiplié les incidences de la première révolution industrielle et stérilisé la plupart des économies provinciales en les privant de leurs éléments dynamiques. Qu'il s'agisse des centres de décision, des centres de conception ou des services rares, Paris a confisqué les activités directrices et laissé au reste de la France les activités subordonnées. Cette dépendance absolue est bien le propre du régime colonial» (p. 60).

Il cite souvent des chiffres de population et d'activité. On sait combien dans le domaine de l'emploi, les données, surtout dans la première moitié du XIX^e siècle, doivent être utilisées avec prudence. L'auteur, malheureusement, ne les discute jamais et n'indique pas ses sources. On verra plus loin que l'on peut aisément lui opposer des contre-exemples. Mais ce n'est pas sur le plan des chiffres

que cet article discute l'ouvrage. Il s'agit encore moins de faire un bilan des effets de la politique d'aménagement menée en France depuis presque soixante ans. Philippe Aydalot a montré³ dès 1978 que les provinces françaises se développaient et accueillait de nouvelles activités, et l'on pourrait aujourd'hui dresser un tableau encore plus favorable. On peut douter en revanche que l'aménagement ait fortement contribué à cette renaissance. Aydalot montre que le desserrement industriel qui a démenagé tant d'industries de Paris vers des villes du Bassin parisien est plutôt un effet naturel aboutissant à étendre l'influence de la capitale à des villes moyennes devenues ses satellites (Reims, Orléans, Le Mans, Rouen).

À vrai dire, la grande question de l'aménagement n'était pas la trop grande taille de Paris mais la faiblesse de la province dont on a voulu rendre Paris responsable. Maximilien Sorre, analysant un ouvrage sur la région parisienne en 1961, écrit fort justement: «Je veux louer les auteurs d'avoir décrit les derniers stades de la formation de l'agglomération parisienne comme des géographes, c'est-à-dire en évitant cette littérature facile sur la centralisation parisienne et ses méfaits – une imagerie dont nous avons les oreilles rebattues. À la manière dont ils ont décrit l'attraction exercée sur les industries des formes les plus modernes, on voit bien qu'ils sont familiers avec des phénomènes de même type à Londres et à Berlin bien avant 1930. La formation des complexes industriels urbains n'est pas un phénomène dont il y ait lieu de s'ébahir. Il a été décrit ailleurs. Le vrai problème n'est pas là. Il est dans l'inertie générale de la province française qui, deux ou trois exemples honorables mis à part, s'était laissée mourir. Aide-toi... La province française, à quelques exceptions

2. P. George, «Nécessité et difficultés d'une décentralisation industrielle en France», *Annales de Géographie*, janv.-fév. 1961, p. 25-36.

3. Ph. Aydalot, *L'Aménagement du Territoire en France, une tentative de bilan*, n° 1, Université de Paris-1, Centre EEE, 1978.

près, a passivement accepté sa déchéance. Elle se réveille. Le véritable devoir de l'État est de faire en sorte que ses activités ne rencontrent pas d'obstacle»⁴.

La thèse de Gravier est inverse: pour lui, Paris est la cause du déclin de la province et la capitale doit être ruinée si l'on veut sauver la France. On s'attachera ici à l'ouvrage même de Gravier et à ses fondements idéologiques qui sont ceux de l'aménagement du territoire en France: toujours cité, rarement lu, jamais discuté, tel est le sort étrange de cet ouvrage. Le but de cet article est d'évaluer ce texte et de tenter d'en expliquer l'incroyable succès.

LE DÉSERT REVISITÉ: UN PAMPHLET PEU SÉRIEUX

Gravier voue à Paris une véritable haine: «...les autres Français sont passés de la fascination à la désaffection, voire à la colère; le reste du monde ressent de moins en moins l'attraction de la "ville lumière". La diminution du rayonnement international de Paris est un phénomène unanimement observé depuis les environs de 1960» (p. 121).

Il écrit avec une passion qui emporte l'adhésion du lecteur et l'empêche de s'attacher au texte de trop près. Il faut le faire, cependant. L'on découvre alors que l'auteur joue avec les mots qu'il se garde de définir précisément, avec les citations qu'il n'hésite pas à déformer radicalement, qu'il commet de graves erreurs et fait preuve d'une ignorance encore plus étonnante dans des domaines aussi importants que l'économie.

Le jeu avec les mots

Gravier utilise fréquemment des mots chargés de connotations positives («développement harmonieux», répartition «équilibrée» de la population) ou négatives

(«inflation parisienne», «hypertrophie de la capitale», «développement tératologique» de Paris) sans définir ces termes et sans les justifier. C'est dans ces fausses évidences, dans ces «mots-valises» chargés de connotation que se cache d'ordinaire l'idéologie.

Pourquoi l'étalement de la population dans l'espace national serait-il «équilibré», c'est-à-dire utile et désirable, et la concentration «déséquilibrée», donc détestable? C'est toucher là un des problèmes fondamentaux de l'aménagement sans le traiter: quels sont les avantages et les inconvénients de la concentration urbaine? Les économistes y voient de grands avantages, des économies d'échelle et de variété. On peut insister sur les diverses formes de liberté (morale, sexuelle, politique, etc.) qui en résultent, en souligner les avantages sociaux (contacts étroits entre les différents groupes, brassage) qui fonctionnent plus ou moins bien. Aucune discussion de ces concepts n'est tentée: Gravier postule le résultat et condamne la concentration urbaine sans avoir rien prouvé. De même, les inconvénients de la dispersion (population éloignée des services, coûts supérieurs des équipements, faible productivité, contrôle social plus efficace...) sont tout aussi ignorés. L'auteur affirme et passe.

L'usage de l'ambiguïté est particulièrement évident quand Gravier parle de Paris. Le mot désigne tour à tour la ville intra-muros, c'est à dire une population plutôt âgée et aisée («Car les chantiers de Paris [travaux d'Hausmann] ont attiré par dizaines de milliers les travailleurs provinciaux», p. 35); l'agglomération («Car il semble toujours que, pour Paris, rien ne soit trop grand ni trop cher. La région parisienne reçoit 32 % des crédits de l'État consacrés aux routes et autoroutes (budget de 1969) et 66 % des prêts destinés à la rénovation urbaine», p. 121), soit une dizaine de millions de personnes plutôt jeunes et

4. P. George et P. Randet, *La région parisienne*, analysé par Maximilien Sorre, *Annales de géographie*, 1961, p. 74.

moins riches ; ou bien l'État auquel Paris s'est presque toujours opposé politiquement depuis les guerres de religion et la Fronde (« Personne ne conteste que les habitudes centralistes du milieu administratif parisien aient été renforcées par l'avènement de l'École Nationale d'Administration (ENA), qui détient depuis 1945 le monopole de la formation des grands commis de l'État », p. 215). Aux XIX^e et XX^e siècles, l'agglomération parisienne était révolutionnaire et « à gauche » sous les régimes conservateurs, « boulangiste » contre la République opportuniste, socialo-communiste au temps de l'Action Française, et ainsi de suite. En outre, le pouvoir central (Parlement, haute administration, gouvernement) a été et est encore largement dominé par les notables de province : il suffit de cartographier les « fiefs », comme l'on dit, des ministres et des Présidents du Conseil des trois dernières républiques. Ainsi, Gravier utilise le même mot pour désigner des objets très différents et souvent contraires.

Autre vieux serpent de mer géographique, la « taille optimale des villes ». Comme Gravier juge que Paris « est d'une taille excessive », il lui faut bien établir une norme : « En fait, un examen attentif permet d'estimer que la taille optimale d'une agglomération compacte se situe toujours en deçà de deux millions d'habitants, quelle que soit la valeur du site » (p. 157). Aucun examen, même « attentif », ne permet d'aboutir à telle conclusion. Les économistes⁵ proposent souvent une courbe concave vers le haut indiquant que les coûts doivent probablement diminuer avec la taille (économies d'échelle) puis augmenter (effets de saturation) après un certain seuil correspondant à la « taille optimale », mais il ne s'agit que d'une hypothèse. Camagni, suivant Richard-

son, fait remarquer que l'on peut imaginer des courbes différentes et qu'il est impossible d'en estimer les paramètres, c'est-à-dire, d'évaluer une taille optimale : « Il est clair qu'en réalité, il est difficile, sinon impossible, de construire des courbes de ce type » (p. 63). Il ajoute qu'il faudrait au moins construire plusieurs courbes différentes, par exemple pour les ménages et pour les entreprises. On pourrait avec autant ou plus de vraisemblance supposer une cubique avec un maximum et un minimum, ou toute autre fonction. La question même est absurde : il ne s'agit que d'un équilibre entre coûts et avantages dépendant des techniques d'une époque, des ressources fiscales, de la structure sociale et de bien d'autres variables : les 10 millions de Parisiens aujourd'hui vivent dans des conditions d'hygiène, de sécurité et de confort sans commune mesure avec celles du temps de Louis XIV, quand la ville, avec ses faubourgs, atteignait à peine 400 000 habitants.

L'affirmation de Gravier résulte d'un anachronisme. Elle repose sur l'observation d'une période particulière correspondant au début de la Révolution Industrielle, quand la capitale vit sa population doubler en trente ans, entre 1810 et 1840, alors que les équipements urbains étaient absents. Ne considérer que la taille n'a pas de sens puisqu'il s'agit de balancer les ressources et les besoins, tous deux fonctions complexes de la taille, des techniques et de bien d'autres variables. En outre, les grandes agglomérations ont une productivité nettement supérieure à celle des autres régions, et produisent assez de ressources pour satisfaire aisément à leurs besoins d'équipement si du moins elles pouvaient en disposer librement. L'Ile-de-France a ainsi une productivité supérieure de 35 % à la moyenne française⁶.

5. R. Camagni, *Economia urbana*, La nuova Italia Scientifica, 1992, p. 61 et suiv. H.W. Richardson, « Theory of the Distribution of City Sizes: Review and Prospects », *Regional Studies*, 7, 1973, p. 239-251.

6. Voir les travaux de Rémy Prud'homme, de Laurent Daviez ou d'autres au laboratoire l'OEIL, Université de Paris-XII, Institut d'Urbanisme de Paris. Par exemple, M.-P. Rousseau, *La productivité des grandes villes*, Anthropos, Éditions Economica, 1998, 206 p.

Comme il est de tradition dans une certaine famille politique, Gravier fait sans cesse allusion à un « complot » parisien destiné à ruiner la province, sans expliquer quels sont les organisateurs de ce complot. La complexité sociale d'une grande agglomération, les oppositions sociales ou culturelles qu'on y rencontre, l'évolution de la population et des fonctions rendent absurdes les expressions globales comme « Paris a voulu que... ». La capitale, ainsi personnifiée comme le génie du mal, devient un bouc émissaire. Ce qui est plus grave, c'est que la grande ville est considérée implicitement comme douée d'une volonté unique, d'une capacité à construire une politique, à concevoir des projets comme si elle formait un organisme conscient: il y a là sous-jacente toute une théorie organique de la ville, bien obscure et jamais explicitée, sans discussion ni justification.

...et avec les citations

Gravier est encore moins sérieux dans son maniement des citations. Il en fait peu: une de Sauvy qui fut un temps son collègue, une autre de Landry mais il cite souvent et avec admiration Pierre Gaxotte, historien membre de l'Action Française et rédacteur dans les journaux anti-sémites de l'entre-deux guerres, *Je suis partout* et *la Gerbe*, ce qui est tout à fait éclairant: « 1793, 1830, 1848 : trois fois, l'insurrection parisienne avait imposé sa loi à la France. Mais, la dernière fois, les désordres de la capitale provoquent une réaction presque immédiate. Deux mois après les journées de février, "la haine contre Paris était générale en province" » (P. Gaxotte, dans Gravier, p. 28).

On sait que l'Action Française avait construit un mythe de l'Ancien Régime qui n'avait pas grand chose à voir avec la réalité et qui lui faisait prôner la fin de la démocratie et de la République, le retour de la royauté et des ordres privilé-

giés et la décentralisation pour assurer le pouvoir des élites locales et de la famille⁷. Pour Maurras, la Révolution de 1789 était la source des maux de la France moderne, ayant engendré successivement l'anarchie des révolutions successives et l'autoritarisme des deux Bonapartes. Gravier, reprenant le mythe, loue la décentralisation de la France royale et attribue la croissance de Paris à la centralisation révolutionnaire et impériale, copiant exactement les thèses de Maurras. Ce serait la Révolution et l'Empire qui ont créé le « monstre » parisien et celui-ci serait la cause de la « dégénérescence française » aux XIX^e et XX^e siècles.

Faisant mieux, il appelle Tocqueville⁸ à l'appui de sa thèse: « On ressaisit la centralisation dans ses ruines, et on la restaura; et comme, en même temps qu'elle se relevait, tout ce qui avait pu autrefois la limiter restait détruit, des entrailles même d'une nation qui venait de renverser la royauté, on vit sortir tout à coup un pouvoir plus étendu, plus détaillé, plus absolu que celui qui avait été exercé par chacun de nos rois » (Tocqueville p. 318-319, cité par Gravier). Mais il omet à dessein la phrase suivante qui montre que la centralisation excessive remonte bien plus loin et est l'œuvre des rois: « L'entreprise parut d'une témérité extraordinaire et son succès inouï, parce qu'on ne pensait qu'à ce qu'on voyait et qu'on oubliait ce qu'on avait vu. Le dominateur tomba [le roi], mais ce qu'il y avait de plus substantiel dans son œuvre resta debout; son gouvernement mort, son administration continua de vivre, et, toutes les fois qu'on a voulu depuis abattre le pouvoir absolu, on s'est borné à placer la tête de la liberté sur un corps servile » (Tocqueville, p. 319).

7. Ch. Maurras, *Enquête sur la monarchie*, Éd. du Porte-Glaive, 1909, rééd. 1986, 608 p.

8. A. de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Gallimard, coll. Folio, (1856) rééd. de 1967.

Mieux, Gravier n'hésite pas à affirmer, en citant Gaxotte, le contraire de ce qu'écrit Tocqueville tout en s'abritant sous ce grand nom: «[Gaxotte, voulant louer l'Ancien Régime et condamner l'Empire, écrit:] Le préfet, successeur diminué de l'intendant, ne lui ressemblait pas: l'intendant possédait une indépendance, un pouvoir d'appréciation et de décision qui faisaient de lui l'homme de la province autant que l'homme du roi. Le préfet et les sous-préfets furent les hommes de la centralisation administrative (citation de Gaxotte)... [et Gravier d'ajouter :] Au XVIII^e siècle, la monarchie faisait confiance aux intendants pour répartir les impôts et prendre l'initiative de toutes les mesures propres à favoriser l'agriculture, l'industrie et le commerce... L'observation attentive des provinces françaises au XVIII^e siècle nous montre donc des pays "hérissés de libertés", fourmillant de particularismes, en tout cas extrêmement divers (p. 10)... Depuis Napoléon, les ministères parisiens estiment qu'ils ne sauraient faire confiance au préfet du Nord, voire au sous-préfet de Dunkerque, pour le legs de la dame Zulmé Denoyelle, veuve Dedrye. Ce parallèle se passe de commentaire» (p. 18-19).

Or, voici ce qu'écrivait Tocqueville: «Que la centralisation administrative est une institution de l'ancien régime, et non pas l'œuvre de la Révolution ni de l'Empire, comme on le dit. (Titre du chap. II, p. 98)... De même que toute l'administration du pays est dirigée par un corps unique [le Conseil du Roi], presque tout le maniement des affaires intérieures est confié aux soins d'un seul agent, le contrôleur général (p. 101)... J'ai vu des paroisses demander au Conseil le droit de dépenser 25 livres (p. 120)... Les provinces avaient perdu leurs franchises, les villes n'en possédaient plus que l'ombre. Dix nobles ne pouvaient se réunir pour *délibérer* ensemble sur une affaire quelconque sans une permission expresse du roi

(p. 195)... Il y avait si longtemps que la liberté politique était détruite en France qu'on y avait presque entièrement oublié quelles étaient ses conditions et ses effets» (p. 258).

Et dans la croissance de la capitale, Tocqueville ne voit que l'effet de la centralisation royale: «La ville [Paris] grandit sans cesse en dépit des édits. Mais sa prépondérance s'augmente plus vite encore que ses murailles; ce qui la lui assure, c'est moins ce qui se passe dans son enceinte que ce qui arrive au dehors. Dans le même temps, on voyait partout les libertés locales disparaître de plus en plus» (p. 148).

Les deux anecdotes s'opposent terme à terme, les deux opinions sont contradictoires. Au mythe d'un Ancien Régime décentralisé construit par Maurras et repris par Gravier, Tocqueville, pourtant catholique conservateur partisan d'un régime oligarchique, oppose le tableau d'une monarchie déjà très centralisée dont les défauts ont seulement été conservés. Il voit dans la croissance de la capitale l'effet des maladroites de l'État et non le produit d'un complot des Parisiens... mais Gravier retourne les citations.

Ce point d'histoire touche directement les aménageurs. Si la capitale trop grande est la principale source des maux français, alors il faut en réduire l'influence: c'est la thèse de Gravier, celle de tout l'aménagement du territoire en France depuis 50 ans et la maxime fondamentale de la DATAR jusqu'à ces dernières années. Au contraire, si, comme l'explique Tocqueville, c'est la centralisation excessive qui est en cause, c'est-à-dire l'État, alors, il faut non pas ruiner la capitale mais bien affaiblir l'État en décentralisant véritablement et en rendant aux régions françaises (et à la région parisienne) leur autonomie. L'enjeu est de taille: l'État contre la Ville, on est au cœur de la politique

d'aménagement. Gravier choisit l'État, qu'il veut autoritaire, contre la Ville

Les erreurs

Dans un pamphlet aussi politique, on ne s'étonnera pas de trouver de graves erreurs. Des anachronismes, par exemple: Gravier attribue les grandes migrations de population vers Paris à la construction, sous la monarchie de Juillet, d'un réseau ferré en étoile. L'idée a fait fortune et se retrouve dans la plupart des ouvrages de géographie traitant du sujet: «Ce plan sera l'œuvre d'un polytechnicien, maître des requêtes au Conseil d'État, qui assume la direction des Travaux publics. Il se nomme Baptiste Legrand et, si l'on cherche en vain sa biographie dans les dictionnaires, on peut être assuré que peu d'hommes ont modifié aussi fortement la structure d'une nation. Probablement sous l'influence de l'esprit de géométrie, Baptiste Legrand trace donc un réseau en étoile centré sur Paris, d'où six grandes lignes divergent vers Lille, Strasbourg, Marseille, Bordeaux, Nantes et le Havre. Finalement, la loi Guizot du 11 juin 1842 avalisera le plan Legrand à peine modifié. Est-il besoin de souligner qu'aucun impératif économique ou technique ne justifiait ce schéma rayonnant autour du soleil parisien ?» (p. 28).

Est-il besoin de souligner que le besoin d'énormes capitaux pour construire le réseau plaçait Paris au centre du dispositif? Leclercq⁹ a bien montré que ce sont les notables provinciaux qui ont réclamé des liens avec la capitale et non un complot des Parisiens. Au reste, la thèse de Gravier souffre d'une incroyable erreur de dates: la loi Guizot date de 1842, la construction du réseau n'a vraiment commencé qu'avec le Second Empire. Ce n'est que vers 1860 que l'on peut parler d'un réseau ferré en France. Or Paris dépassait alors les 2 millions

d'habitants et ne grandira plus beaucoup. Les grandes migrations qui ont doublé la population de la capitale ont eu lieu entre 1800 et 1840. Les chemins de fer, alors, n'existaient pas encore. Curieusement, Gravier le sait et écrit un peu plus loin: «Certes, la toile d'araignée ferroviaire ne fera sentir son influence directe qu'à partir du Second Empire. Mais la centralisation politique a déjà favorisé des concentrations significatives» (p. 30). Après avoir attribué au malheureux Legrand un rôle capital, il reconnaît que ce rôle a été négligeable; étrange manière d'écrire l'histoire.

Nouvel anachronisme lorsque Gravier, reprenant un argument ressassé depuis Jean-Jacques Rousseau, accuse Paris d'être «mortifère». L'argument, ambigu de nouveau, vise en fait deux cibles différentes: la faible natalité des grandes villes, et leur forte mortalité. La première cible reprend des critiques de la fin du XVIII^e, la seconde de la fin du XIX^e siècle.

La grande ville fait peu d'enfants. Rousseau écrivait¹⁰: «Quoi! parce qu'il y a dans l'univers une centaine de grandes villes où les femmes, vivant dans la licence, font peu d'enfants, vous prétendez que l'état des femmes est d'en faire peu! Et que deviendraient vos villes, si les campagnes éloignées, où les femmes vivent plus simplement et plus chastement, ne réparaient la stérilité des dames? Dans combien de provinces les femmes qui n'ont fait que quatre ou cinq enfants passent pour peu fécondes! Enfin, que telle ou telle femme fasse peu d'enfants, qu'importe? L'état de la femme est-il moins d'être mère? et n'est-ce pas par des lois générales que la nature et les mœurs doivent pourvoir à cet état?» (p. 388). Gravier écrit: «Plus on se rapproche du centre de la capitale,

9. Y. Leclercq, *Le réseau impossible, 1820-1852*, Droz, Genève, 1987, 287 p.

10. J.-J. Rousseau, *Émile ou De l'éducation*, 1761; document électronique, établissement du texte par François et Pierre Richard.

plus l'habitat et le cadre de vie sont défavorables à l'épanouissement d'une famille normale» (p. 6) sans expliquer ce qu'est «une famille normale»... Ce reproche revient à regretter les progrès de la contraception et l'émancipation des femmes, dont la grande ville est assurément responsable, mais indirectement, en favorisant la liberté individuelle et en devançant la libération des mœurs, ce qui conduit à une controverse d'une toute autre ampleur.

D'autre part, il reproche à la capitale son manque d'hygiène et ses taux de mortalité élevés. La remarque est malheureusement exacte à Paris au début du XIX^e siècle. L'incroyable augmentation d'une population qui grandit plus vite en 30 ans qu'elle n'avait fait en 1000 ans avait produit des conditions de vie épouvantables: il fallait moderniser la ville, ce qui fut fait avec retard mais aussi avec efficacité par Haussmann équipant Paris, et par la III^e République luttant contre la tuberculose et multipliant les dispensaires. À partir des dernières années du XIX^e, les grandes villes connaissaient un taux de mortalité infantile inférieur à celui des campagnes, et cet avantage ne fit que grandir. Ici encore, Gravier commet un anachronisme en reprochant à Paris en 1947 son insalubrité de 1840. Au XX^e siècle, ce sont les campagnes qui connaissent des conditions d'hygiène déplorables que les ruralistes convaincus ne firent pas grand chose pour améliorer.

Autre exemple de partialité, Gravier publie une carte des lignes rapides du réseau ferré en 1936 qui forment naturellement l'étoile détestée autour de la capitale. S'il avait ajouté les petites lignes peu ou jamais utilisées, le lecteur aurait pu admirer les centaines de kilomètres de lignes «électorales» construites pour plaire aux commettants ruraux de tant d'hommes politiques devenus ministres ou Présidents du Conseil et soucieux de se faire réélire. Ces lignes

en milieu montagnoux, par exemple dans le Massif Central, coûtèrent très cher et ne furent jamais beaucoup utilisées. Des centaines de kilomètres, commencés, ne furent même pas inaugurés: le ministère était tombé trop tôt¹¹.

Plus étonnante encore, la phrase suivante: «...c'est donc 885 000 jeunes gens que Paris aurait fait perdre en quinze ans à la nation. Or cette perte est plus forte que celle imputable à la seconde guerre mondiale, puisque l'excédent des décès sur les naissances est évalué à 650 000 pour la période 1939-1946» (p. 60). Gravier veut prouver que Paris par sa seule existence et son caractère «mortifère», a coûté à la France plus de «morts» (en fait de nonnés) que la Seconde Guerre mondiale. L'argument est fort et la phrase impressionnante. Mais le lecteur s'étonne: pourquoi ces dates 1939-1946? La guerre s'est terminée en mai 1945 et la France était libérée dès l'hiver 1944. C'est que Gravier a besoin, pour son argument, d'un total des naissances le plus élevé possible; en incluant arbitrairement 1946 dans son calcul, l'année du baby-boom où plus d'enfants sont nés que dans n'importe quelle autre année du siècle, il obtient l'effet désiré.

Les ignorances

Il est inutile d'ennuyer le lecteur avec d'autres exemples d'«inexactitudes». Mais il faut souligner de graves ignorances qui correspondent à bien des erreurs devenues fréquentes dans l'aménagement du territoire.

La plus grave peut-être est un malthusianisme économique extrêmement répandu, il est vrai, dans l'opinion française. Gravier, alors qu'il est profondément nataliste et ennemi du malthusianisme

11. Ce type d'aménagement n'a pas disparu comme le montre «l'autoroute des présidents» qui, de Paris à Montpellier, passe près de la Nièvre de François Mitterrand, l'Auvergne de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing, la Corrèze de Jacques Chirac.

nisme démographique, fonde tout son raisonnement sur un postulat jamais discuté: le nombre d'emplois en France est à peu près fixe. Cela admis, il faut nécessairement, si l'on veut créer des emplois dans les petites villes, en prendre ailleurs, dans les grandes villes et particulièrement à Paris. Ce postulat a servi de base à toute la politique régionale française pendant un demi-siècle. Il explique les grandes mesures (Redevance et Agrément) prises contre Paris afin d'empêcher que de nouveaux emplois y soient créés et en chasser ceux qui s'y trouvaient¹². Poursuivie avec plus ou moins d'énergie jusqu'aux années 1997, longtemps après la création du Marché Commun puis de l'Union Européenne, cette politique n'a pas détourné les sièges d'entreprises et les grandes activités de service vers les villes moyennes mais vers des capitales étrangères.

Chaque économiste sait qu'un emploi en engendre d'autres et que le nombre total, au-dessus de 3 ou 4 % de chômage, n'est certainement pas fixe. Le plus curieux est que la DATAR, luttant contre Paris, a tenté de développer une politique des «pôles de croissance» que François Perroux, un collègue de Gravier, avait empruntée à Léontiev¹³. Il s'agissait d'identifier les villes et les activités qui créent le plus d'emplois et de richesses alentour. Cette politique échoua parce qu'il était difficile d'identifier ces points et que les jalousies entre les villes vinrent tout compliquer, mais surtout parce que la ville capable d'engendrer le plus d'emplois au loin était Paris que l'on tenait hors jeu...

Prenons un dernier exemple d'erreur étonnante. Gravier reproche à Paris de

12. La *redevance* est une taxe supplémentaire appliquée à toute création d'un établissement commercial ou industriel de plus de 500 m². L'*agrément* était une autorisation que le nouveau-venu devait, en outre, obtenir du gouvernement. Les taux et les modalités ont varié.

13. Modèle d'Input-Output. Voir W. Isard, *Methods of Regional Analysis*. MIT press, 1960, chap. 8.

trop bien payer ses travailleurs: «Car, pour recruter les centaines de milliers d'immigrants nécessaires à son expansion, la capitale a continué d'offrir des rémunérations relativement élevées: en 1938, l'imprimeur-compositeur gagne 11,90 F de l'heure à Paris et 6,87 F en moyenne dans les villes de province» (p. 57). Gravier a choisi ses chiffres à dessein; ils sont douteux. Si l'on en croit Sauvy, l'indice du salaire horaire (100 en 1914) a cru moins vite dans la région parisienne (739 en 1931) que dans les villes autres que Paris (1931 : 868)¹⁴. Mais acceptons ces chiffres. On retrouve l'idée du complot: la capitale a «voulu» attirer des immigrants et inventé dans ce but une politique machiavélique... Or, il ne peut y avoir que trois explications au phénomène que Gravier croit observer: ou bien Paris peut payer des salaires élevés, et la province aussi; c'est donc que les pressions syndicales sont plus fortes dans les grandes villes et assurent aux travailleurs de meilleurs salaires, ce qui est assez vrai, mais condamne alors les villes moyennes et petites. Autre hypothèse, les entrepreneurs à Paris et en province ont la même productivité et ceux de province ne peuvent pas payer davantage; cela implique que les Parisiens se jettent follement dans la faillite par philanthropie; ou bien enfin, que la grande agglomération a une productivité très supérieure à la moyenne française¹⁵, ce qui est exact (d'environ 35 %): tout en faisant des profits confortables, les firmes parisiennes peuvent mieux payer leurs employés, ce qui bien sûr est anathème à notre auteur.

Est-il utile d'insister? Il est clair que l'ouvrage de Gravier est un pamphlet écrit avec fougue, dont le titre habile a marqué les esprits, mais qui n'est ni objectif, ni sérieux, ni même honnête. Cela importerait peu s'il ne s'agissait de

14. A. Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*. Fayard, 1965, t. I, p. 505.

15. M.-P. Rousseau, *La productivité des grandes villes*. Anthropos, 1998.

l'ouvrage qui a le plus durablement influencé l'aménagement en France. Comment expliquer une telle violence et un tel succès ?

POURQUOI CE PAMPHLET VIOLENT ?

Gravier est maurrassien. Il n'exprime pas un jugement scientifique mais clame une haine nourrie par tout un courant idéologique, l'un des plus forts parmi ceux qui sous-tendent l'hostilité générale et constante, depuis le XVIII^e siècle, envers la grande ville. L'histoire de cette haine reste à faire¹⁶. Rappelons seulement quelques citations qui montrent qu'elle vient de loin : « Les villes sont le gouffre de l'espèce humaine. Au bout de quelques générations les races périssent ou dégèrent ; il faut les renouveler, et c'est toujours la campagne qui fournit à ce renouvellement... »¹⁷, « ... la déchéance de Paris comme capitale politique de la France [est le] seul moyen d'assurer les réformes nécessaires »¹⁸.

La position de J.-F. Gravier

Le texte de Gravier a été préparé sous le régime de Vichy qui l'a beaucoup inspiré. C'est aussi sous Vichy, en 1943, qu'apparaît le terme d'« Aménagement du Territoire » par opposition à « Équipement », un changement lourd de sens : l'« équipement » a pour but de répondre à un besoin, il suit la population dans ses migrations des campagnes vers les villes. L'« Aménagement » distribue les investissements publics selon un modèle pré-établi : il tente de maintenir la population dans les campagnes en investissant là où il y a moins d'habitants, négligeant, parfois volontairement, les besoins des villes et de leurs banlieues.

Le livre est publié dès que possible, en 1947, lorsque les ministres commu-

nistes quittent le gouvernement et que l'alliance entre communistes et anti-communistes (droite et socialistes) se brise au début du conflit d'Indochine. Les violences de l'Épuration et l'enthousiasme de la Libération sont déjà oubliés. Victor Nguyen montre que les ouvrages favorables aux idées pétainistes recommencent à paraître à partir de 1947¹⁹...

Alexis Carrel, prix Nobel de Médecine, mondialement connu pour son livre *L'homme, cet inconnu*, s'était installé aux États-Unis où des dons privés lui avaient permis de créer une Fondation devenue célèbre par ses recherches sur les « qualités raciales »²⁰. Il ouvrit en 1936 un « Centre de recherches pour l'amélioration de la race humaine ». Admirateur du colonel de La Rocque et même de Doriot, Carrel n'avait jamais caché ses sympathies pour la droite : le régime de Vichy lui permit enfin de mettre sur pied en France une institution ne devant rien aux Américains. L'Institut Alexis Carrel fut créé par la loi du 17 novembre 1941 comme « Établissement public de l'État » doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. L'Institut avait une double mission : étudier « sous tous les aspects les mesures propres à sauvegarder, améliorer et développer la population française » et « synthétiser des efforts poursuivis en dehors d'elle ou dans son sein et développer la science de l'homme ». Drouard pense que « L'eugénisme et ses folies n'entrent pas dans les objectifs de la Fondation ». Cependant, une note du Secrétariat d'État à la Famille et à la Santé qui en précise les missions (3 décembre 1941) indique : « [L'institut Alexis Carrel] se propose d'aborder le problème de la reconstruction de l'homme tant du point de vue physique que mental... ».

16. Ouvrage en préparation.

17. J.-J. Rousseau, *L'Émile*, p. 30.

18. Comte de Galembert en 1871.

19. V. Nguyen, *Aux origines de l'Action Française*, Fayard, 1992, 957 p.

20. A. Drouard, *Une inconnue des Sciences Sociales : la fondation Alexis Carrel (1941-45)*, Éd. MSH, 1992.

Pendant la guerre, Jean-François Gravier fut employé par cet Institut. Il y était, en 1943, directeur du Centre de Synthèse Régionale dans l'équipe dirigeante du Département VI Biosociologie de François Perroux. (Drouard, p 456) qui comprenait six équipes et cinq centres. On ne s'étonnera donc pas de retrouver sous sa plume des idées violemment hostiles aux grandes villes, foyers de républicanisme, de révolution et de socialisme. Gravier semble aussi avoir adopté certaines idées au moins du «personnalisme chrétien». Il reprend à son compte le slogan du discours célèbre de Nancy que les Personnalistes avaient choisi comme mot d'ordre: «...la région sera définitivement substituée à l'État pour de nombreux équipements collectifs, en vertu du principe: "Ce qui est national à l'État, ce qui est régional à la région" (Manifeste républicain de Nancy, 1869)» (Gravier, p. 210). Ces deux écoles, l'Action Française et, à un moindre titre, le Personnalisme, forment les deux bases idéologiques de l'Ordre Nouveau du Maréchal Pétain²¹.

On comprend alors qu'un homme qui rêve de reconstituer la vie rurale, de réhabiliter les paysans, de maintenir à tout prix la cohésion familiale et de travailler dans un cadre purement national, déteste les grandes villes. Les politiques vichyssoises du «Retour à la Terre» et de la «Femme au foyer», la nouvelle constitution préparée par les services de Vichy qui prévoit qu'après la guerre, la France devra redevenir purement agricole et abandonner son industrie, la constitution de syndicats fondés non plus sur l'opposition de classes sociales, mais sur des corporations comme les syndicats agricoles qui ont gardé aujourd'hui encore cette organisation, tout pousse à craindre et à vouloir détruire la grande ville.

La politique d'Aménagement menée après la guerre suit de près l'impulsion de Gravier. Loin de s'attaquer aux archaïsmes de la société française, elle ne voit qu'un ennemi, la capitale. La DATAR, pendant trente ans, poussera cette hostilité jusqu'à refuser souvent de faire figurer Paris sur ses cartes: l'agglomération ne doit plus exister.

Les contradictions

L'aménagement prôné par Gravier reproduit les contradictions mêmes du régime de Vichy. D'un côté, il souhaite réduire les grandes villes et ressusciter les campagnes en décentralisant pour retrouver, comme avant 1789, des «pays hérissés de libertés». Mais de l'autre, il s'appuie sur un État fort qui détermine la politique à suivre, fournit les moyens, indique les directions à prendre et planifie jusqu'aux moindres détails. C'est copier là toute l'ambiguïté du régime de Vichy: d'une part la nouvelle constitution devait «rétablir l'autorité et la hiérarchie: Pétain légiférerait en souverain»²²; d'autre part, il voulait s'appuyer sur les «forces saines» de la nation, le monde rural et les petits villages, les seuls qui aient conservé quelque autonomie en gardant le droit d'élire leur maire.

De la même façon, Gravier reproche au pouvoir parisien d'avoir organisé la France sans tenir compte des opinions et des intérêts locaux, mais en même temps, il établit avec autorité, à la fin de son ouvrage, un tableau incroyablement pointilleux de ce que devrait devenir la France. Il organise tout jusqu'au moindre détail, avec une passion de régler et une précision méticuleuse, selon des principes arbitraires et sans laisser grande place à l'initiative locale. «Chaque canton compterait au moins 5 000 habitants, cet effectif pouvant être abaissé jusqu'à 2 000 dans les "déserts" de montagne et de plaine, afin d'éviter

21. O. Wormser, *Les origines doctrinales de la «Révolution Nationale»*, Vichy 10 juillet 1940-31 mars 1941, Plon, 1971, 276 p.

22. R.O. Paxton, *La France de Vichy, 1940-44*, Le Seuil, coll. Point-Histoire, 1973, p. 186.

que la périphérie soit à plus de 30 minutes de voiture du centre» (p. 213). Et plus loin: «Il suffirait principalement, au plan réglementaire, d'étendre aux vergers et aux bois l'autorisation de plantation déjà exigée pour les vignes (p. 226)... on dressera donc un plan nautique national (p. 228)... il est surprenant qu'aucun répertoire complet des domaines skiables français n'ait encore été réalisé (p. 229). Quant au secteur secondaire, le schéma national n'y envisagera nominativement, nous l'avons dit, que les unités ou les ensembles liés à la géographie. Les plus évidents sont les complexes portuaires. On distinguera sept systèmes (p. 230)... Un examen attentif conduit à définir au moins 260 zones de cette nature... Toute la planification régionale repose donc sur des objectifs de population à long terme (an 2000), avec intercalaires décennaux comportant des prévisions de structure de l'emploi (p. 238)... Ces objectifs seront définis à la suite d'un dialogue entre l'Etat et les régions. La conjonction de l'effort national et du pouvoir régional aurait alors réalisé une harmonie interne conforme aux indications de la géographie» (p. 240): un rêve de géographe ivre de pouvoir²³.

L'hostilité envers la Grande Ville dans la culture occidentale

Il est caractéristique que Gravier cite plusieurs fois, dans sa dernière édition, le modèle de Christaller. Le sujet mérite une discussion plus ample²⁴. Notons seulement que ce modèle attribue comme base à la pyramide urbaine la vie rurale et l'activité agricole et définit la ville comme le centre d'un territoire avec qui elle vit en symbiose²⁵. Les bourgs sont des marchés où les paysans viennent

vendre et acheter. Étrange modèle «urbain» où il n'y a pas de place pour les concentrations industrielles ni pour les grands établissements de service comme les banques, bref, pour les grandes villes. August Lösch²⁶ a bien montré les insuffisances de Christaller et fort transformé ce modèle, mais son œuvre n'est guère connue en France. À vrai dire, le modèle de Christaller a surtout servi au géographe SS-Oberführer Professor Konrad Meyer à planifier les colonies nazies rurales que Himmler voulait implanter en Pologne²⁷. Walter Christaller travaillait sous ses ordres.

Au reste, cette hostilité violente envers la grande ville a formé un courant de pensée constant répandu dans toute l'Europe et aux États-Unis. En Amérique du Nord, cette tendance a été bien étudiée²⁸. Mussolini a exprimé les mêmes critiques envers les grands centres urbains, accusés en Italie aussi de ne pas produire assez d'enfants, c'est-à-dire, de futurs soldats²⁹. En Allemagne, le mouvement anti-urbain est apparu au milieu du XIX^e siècle, avec l'échec de la révolution bourgeoise à Berlin en 1848. Il s'est ensuite grossi de la rancœur des possédants ruinés après la Grande Guerre, de la peur du socialisme, du culte du paysan. Le mouvement le plus important exaltant le ruralisme et détestant les villes, sous la République de Weimar, fut le *Bund Artam*. La majorité de ses membres glissa dans le parti nazi et deux de ses cadres devinrent des

23. L'Aménagement français imposé par un État fort fait ainsi songer au «double-bind» décrit par l'école psychiatrique de Palo Alto, qui consiste à donner à un enfant un ordre contradictoire: «Nous t'ordonnons d'être autonome», une excellente manière de créer des névroses.

24. Texte en préparation; voir B Berry, *Géographie des marchés et des commerces de détail*, A Colin, 1970.

25. Cette conception de la ville, vivant de et pour un territoire cohérent qui l'entoure, est encore aujourd'hui dominant et peu discuté: la loi Chevènement (1999) oblige ainsi les futures «Communautés de communes» à avoir un territoire d'un seul tenant et sans enclave, une contrainte lourde et mal justifiée.

26. A Lösch, *The Economics of Location*, John Wiley, Science Éditions, 1967.

27. Voir B. Wasser, *Himmlers Raumplanung im Osten*, Birkhäuser, Basel, 1993, chap. 3 «Der Generalplan Ost...»; voir aussi B. Marchand, «Nationalsozialismus und Grosstadtfeindschaft», *Die alte Stadt*, 1/1999, p. 39-50.

28. N. & L. White, *The Intellectual vs the City*, Mentor Book, 1964; R. Nash, *Wilderness and the American Mind*, Yale University Press, 1964.

29. R. Mariani, *Fascismo e «Città Nuove»*, Milan, Feltrinelli, 1976.

compagnons de Hitler: Walter Darré, futur ministre de l'Agriculture et un éleveur de poules, Heinrich Himmler, fondateur des SS.

POURQUOI CE SUCCÈS ?

Ces remarques très rapides permettent sans doute de mieux comprendre l'étonnant succès du livre de Gravier. Qu'un géographe conservateur publie un pamphlet peu sérieux ne mériterait pas que l'on s'y attache si ce pamphlet n'avait justifié et inspiré l'aménagement du territoire pendant un demi-siècle. Le contraste entre ce petit ouvrage et cet immense effet pose une question inquiétante. Comment l'hostilité envers la grande ville, exprimée si violemment par Gravier, a-t-elle pu devenir le principe fondamental de la politique nationale d'aménagement pendant si longtemps? Comment, pendant cinquante ans, a-t-on pu tout fonder sur le postulat que la capitale volait les ressources de la province alors que tout montre que la campagne est tenue à bouts de bras par la grande ville? Et pourquoi n'a-t-on jamais essayé de construire une matrice des flux de capitaux entre les régions françaises qui aurait aisément confirmé ou infirmé cette hypothèse? Pour les fonds publics, en utilisant les données des TPG³⁰, c'était assez facile. Un laboratoire universitaire³¹ a pris cette peine, mais tard et sans que les «aménageurs» s'y intéressent beaucoup. On devine que les réponses à ces questions graves sont multiples et complexes. Essayons de proposer quelques voies de recherche.

Traits typiques de la France et de l'époque

Les thèmes exposés par Gravier ne sont pas nouveaux. Ils sont même, entre les deux guerres, dans l'air du temps. Ce

30. Trésoriers Payeurs Généraux: hauts fonctionnaires contrôlant, dans chaque département, les entrées et les sorties du Trésor Public.

31. Voir les remarquables travaux de l'OEIL, Université de Paris-XII.

que Gravier exprime, en phase avec toute une opinion française effrayée du changement, c'est le fond du Pétainisme appuyé sur l'Action Française et le ruralisme.

— Le prestige du Plan

D'abord, la peur d'un monde libéral où dominerait la «main invisible» du marché. Le patronat français est resté pendant longtemps familial, patriarcal même et triomphait appuyé sur un État qui, sous tous les régimes, n'avait guère à lui refuser. La concurrence est restée longtemps anathème aux patrons français autant ou même plus qu'à leurs ouvriers. La grande crise de 1929-1931, mal comprise, mal gérée, a beaucoup renforcé cette crainte. La planification soviétique, à ses débuts, a séduit de nombreux esprits qui y voyaient une manière plus rationnelle et plus juste de gérer l'économie. La planification donnait un rôle prééminent aux technocrates qui formaient le gouvernement du vieux Maréchal et qui continueront, sous les régimes suivants, à garder le pouvoir. Ce prestige du Plan ne séduisait pas seulement les partis de gauche, mais aussi l'opinion de droite qui y trouvait avec joie une nouvelle condamnation de l'individualisme et de la démocratie. Mussolini puis Hitler firent appel à la planification presque autant que Staline. Le général de Gaulle, après la guerre, voyait dans le Plan une «ardente obligation».

Ajoutons une incroyable méconnaissance des mécanismes économiques parmi les élites politiques. Les erreurs rencontrées sous la plume de Gravier se retrouvent dans les discours de la plupart des politiciens: que dire de ce député du Front populaire qui, pour effectuer les grands travaux organisés par Blum pour sortir de la crise, voulait interdire que l'on utilisât des machines afin d'employer davantage de main d'œuvre³²?

32. L'ouvrage de Sauvy cité plus haut fourmille de tels exemples.

— Mépris du citoyen et nationalisme

Cette ignorance se doublait d'un incroyable mépris pour le citoyen et le contribuable, caractéristique d'une époque où la démocratie était encore mal établie en France. Il est typique de voir Gravier regretter les dépenses publiques effectuées à Paris sans jamais citer les ressources de l'État qui provenaient de la région capitale pour près d'un tiers. L'origine des fonds publics n'est jamais étudiée. On se bat pour être subventionné mais on ne cherche jamais à savoir qui paye.

De même, le mécanisme des prix n'est pas analysé: le mépris habituel envers le consommateur empêche Gravier de noter combien la politique douanière de soutien des prix agricoles (depuis 1892) oblige les habitants des villes à payer leurs denrées à des prix très supérieurs aux prix mondiaux.

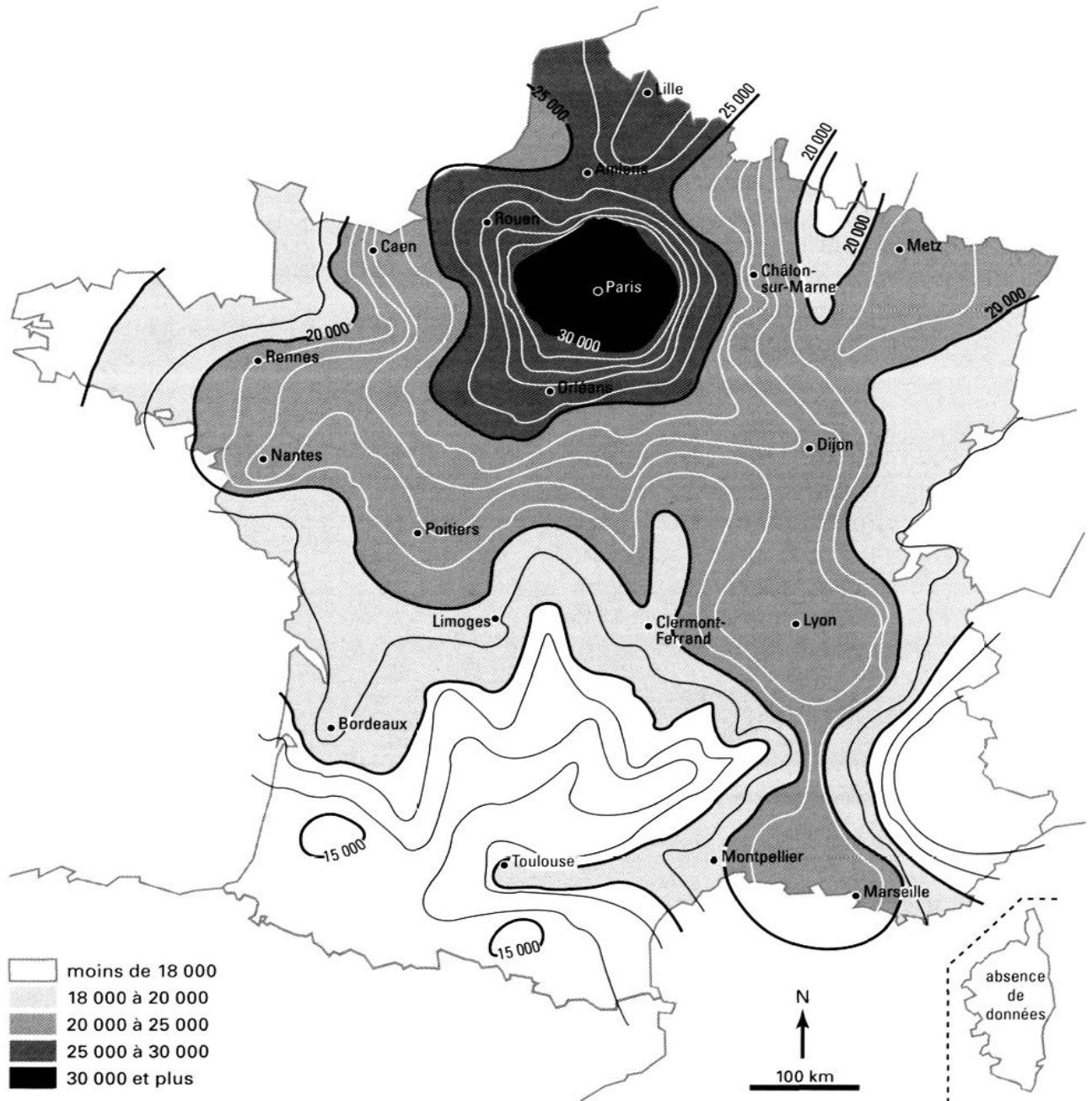
Plus étonnant encore, la France est considérée comme un territoire fermé, isolé. Si ce nationalisme est excusable entre les deux guerres, que penser quand on le voit perdurer après la création du Marché Commun, dans les pages de l'édition de 1972 du *Désert* et dans les cartes de la DATAR qui s'obstine entre 1963 et 1997, à montrer la France comme seule au monde? Au-delà de l'absurdité d'une telle attitude, c'est tout le rôle de la capitale qui est en jeu. L'agglomération parisienne est-elle seulement la capitale de la France, comme dans le modèle de Christaller, avec une population que la fameuse règle «rang-taille» montre excessive, ou bien l'une des deux capitales européennes et une ville mondiale? Sa population alors paraît normale et même faible. Il suffit, pour ce changement radical d'opinion, d'effacer les frontières, ce qui est fait en réalité depuis longtemps.

Considérons les fig. 1 et 2 d'isopotentiels démographiques³³ en 1990. Les distances ont été calculées en heures sur le

réseau routier en tenant compte de son état (petites routes de montagne, grandes autoroutes, etc.). Les deux cartes expriment deux hypothèses différentes: sur la première, on suppose que le voyageur perd dix heures à la frontière, c'est-à-dire que les frontières sont pratiquement fermées. Sur la seconde, les frontières françaises n'existent plus (perte de temps nul), ce qui est la situation actuelle pour les personnes depuis l'accord de Schengen et depuis bien longtemps pour les marchandises. La première carte (Perte: 10 h) représente graphiquement le cauchemar de Gravier: Paris apparaît comme une pieuvre étendant ses tentacules jusqu'à Marseille, Toulouse et Bordeaux, le long des autoroutes et des voies principales, sur une malheureuse France sans défense. Sur l'autre (Perte: 0 h), la situation est toute différente: la pieuvre n'a plus beaucoup de tentacules, les potentiels élevés se trouvent au nord-est, en Hollande et en Allemagne de l'Ouest (le cœur de la fameuse «banane bleue» où se trouve le centre actif de l'Union Européenne). La France apparaît comme un pays un peu marginal, relié au centre riche grâce à l'agglomération parisienne qui attire vers le sud la zone des forts potentiels. L'entrée dans l'Union des pays d'Europe de l'Est devrait encore éloigner la France du centre de l'Europe et rendre l'activité parisienne encore plus nécessaire. Ainsi, le nationalisme étroit n'est pas un aspect secondaire de la vision de Gravier: il est au cœur même de sa thèse.

33. Le Potentiel Démographique V_i exercé par des populations de masse j sur un point i quelconque à une distance d_{ij} est $V_i = \sum_j M_j / d_{ij}$. Pour établir ces cartes, on a utilisé comme «masses» M les populations des départements ramenées au chef-lieu ainsi que celles de pays européens voisins. Pour les distances, d a été calculé en minutes de trajet moyen sur le réseau routier. V mesure l'accès à une population, à un marché, à une vie sociale. V_i est corrélé assez nettement avec le niveau des salaires, des prix fonciers et immobiliers, et plus généralement, avec l'activité économique et sociale au point i . Un faible potentiel indique un endroit isolé et peu actif, un fort potentiel, au contraire caractérise un endroit où l'activité économique et sociale est forte.

Fig. 1 : Potentiels démographiques (1990) : frontières fermées (10 h perdues)



Sources : B. Marchand, INSEE, Datar – Réalisation : M.-L. Trémélo, CNRS UMR 5600.

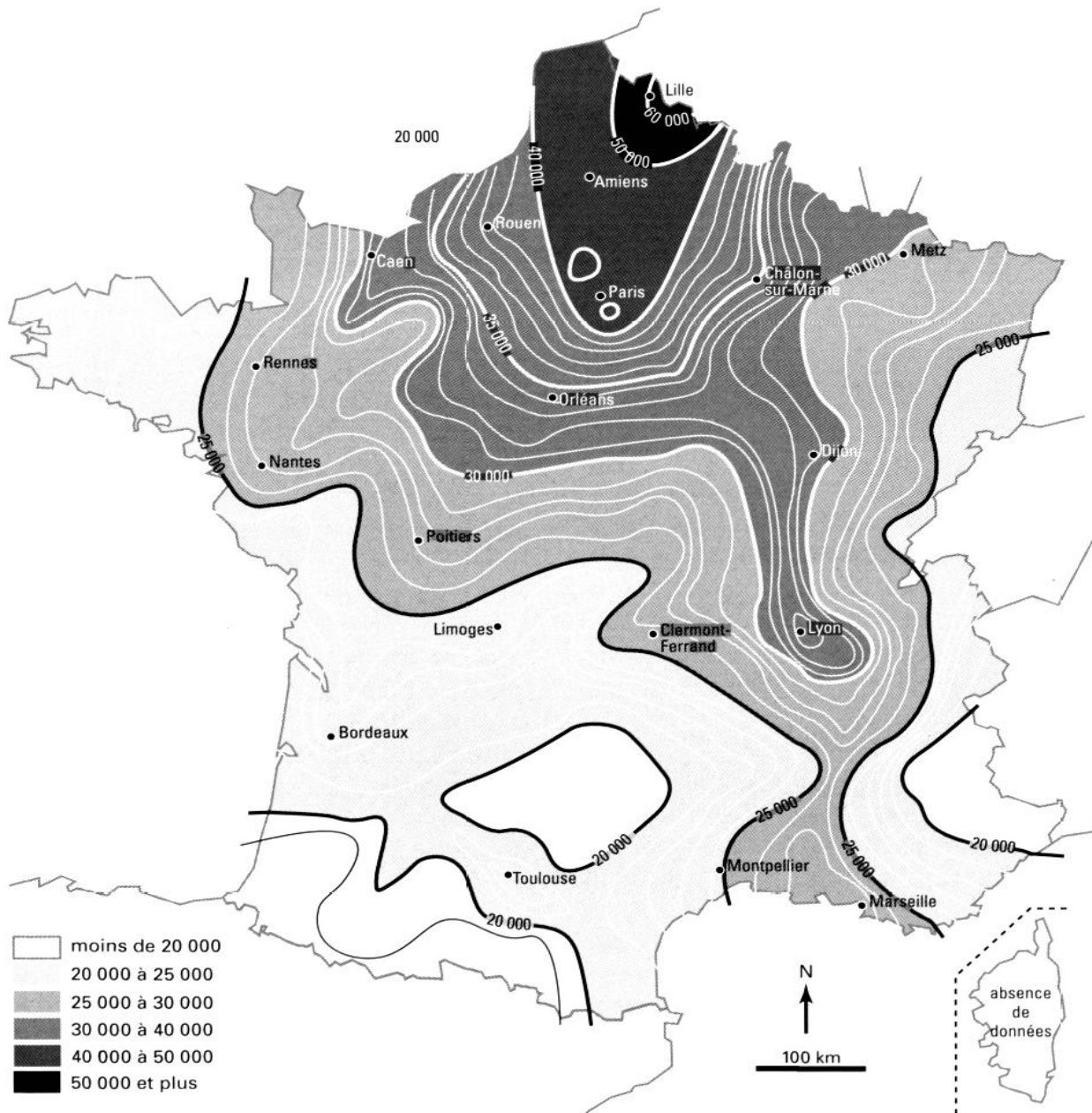
— le poids des idéologies :

Si la thèse de Gravier a triomphé si longtemps, et jusqu'à nos jours, c'est assurément qu'elle correspond à un sentiment profond, peu conscient mais très général dans la population : la peur du changement, d'autant qu'il est de plus en plus rapide. La grande ville est le lieu privilégié des innovations, qu'il s'agisse de libération des mœurs, de révolution politique, d'innovation technique, de

transformation des coutumes, de changement des modes. Ces bouleversements se sont accélérés depuis 1830 : il est inévitable que tant de personnes s'en effraient sans adhérer pour cela à l'Action Française.

En outre, ce mouvement a eu un succès immense dans la première moitié du ^{xx}e siècle et les idées maurrassiennes ont pénétré bien au-delà du cercle des militants. Dès 1889, l'assemblée royaliste

Fig. 2 : Potentiels démographiques (1990) : frontières ouvertes (0 h perdue)



Sources : B. Marchand, INSEE, Datar - Réalisation : M.-L. Trémélo, CNRS UMR 5600.

des Baux-de-Provence réclamait une décentralisation au niveau rural, condamnait les grandes villes et exigeait une politique résolue en faveur de la famille. Dès 1905, Méline prônait le « retour à la terre ». Entre 1900 et 1940, combien d'écrivains et parmi les meilleurs, exaltaient la grandeur de la vie rurale sans s'inquiéter des conditions épouvantables dans lesquelles vivaient les paysans français ? Ces grands courants idéologiques ont des « longueurs d'onde » considérables, si l'on peut parler ainsi. Ils tra-

vailent en sous-main, souvent sans qu'on en ait conscience, durant plusieurs siècles. Gravier a su toucher la corde qui devait résonner le plus fort et le plus longtemps.

Force du Ruralisme en France

Cela explique sans doute la force incroyable du ruralisme en France, force faite d'attachement à un passé mythique, à un culte de la nature très obscur, à un repli sur soi d'une nation effrayée

par la perte de son pouvoir mondial, à une recherche de l'identité, à la nostalgie; et ces fameuses «racines» qu'il faudrait retrouver pour reconstruire ces «repères», toujours perdus.

C'est ainsi que la période entre les deux guerres, grande époque d'angoisse et de doute, a connu un développement étonnant du régionalisme: les romans et les films de Pagnol, les ouvrages de Jean Giono, de Guéhenno, d'Henri Pourrat, prix Goncourt en 1941, exaltent la «vraie vie» des paysans, la valeur du «terroir» (avant la Grande Guerre, Péguy parlait de la «glèbe») et condamnent sans appel la grande ville.

Le développement depuis trente ans de différents mouvements écologiques a peut-être contribué à renforcer ces tendances, encore que les contradictions y soient si fortes qu'il n'est pas facile de démêler les courants qui les animent³⁴.

Enfin, l'habileté des syndicats agricoles, organisés en corporation-lobbies depuis Vichy, a joué un rôle certain, avec la complicité de l'opinion publique: leur rôle n'était pas de gérer des conflits sociaux à l'intérieur de la profession mais de faire pression sur la communauté nationale pour obtenir toujours plus de subventions.

L'enseignement de la géographie

On peut se demander enfin si les géographes ne portent pas quelque responsabilité dans le développement excessif et surtout la diffusion de ces mythes anti-urbains. Il faudrait peut-être revenir à l'un des pères fondateurs de la géographie française: Vidal de la Blache, qui, avec son grand talent et son prestige, a d'abord orienté les études géographiques vers le rural. La géogra-

phie, pour lui, consistait, avant 1900, à étudier les liens complexes et étroits entre l'homme et le milieu, entre un terroir façonné pendant des siècles et un homme modifié par son milieu.

Comme on l'a fort bien montré³⁵, Vidal a su avec lucidité évoluer et attacher davantage d'importance, à partir de 1910, aux villes et moins aux terroirs. Ainsi, le géographe qui, en 1903 dans son *Tableau*, étonne en commençant son chapitre sur Paris par une description de la cuvette sédimentaire d'où la ville est absente, a inventé ensuite le terme de «nodalité» pour décrire le rôle régional d'une agglomération. Mais l'image d'un homme attaché à une vision archaïque de la géographie demeure. Après la Grande Guerre, au moment où l'économie française est bouleversée par la concurrence et par la Crise, où l'industrie connaît son grand essor, où la population urbaine bondit, combien de géographes se consacrent à l'étude de l'habitat rural, soulignant le lien merveilleux de l'homme et du milieu et préfèrent la «maison bloc-à-terre» aux questions urbaines?

Aujourd'hui encore, la grande ville n'est pas jugée sereinement. Tel géographe, dans la préface d'un ouvrage récent sur les très grandes villes³⁶, écrit: «...nous sommes obligés de continuer à nous interroger sur les aspects négatifs croissants du bilan des grandes villes. L'urbanisation a notamment accru considérablement la dette publique dans le monde entier...». L'affirmation étonne: les grandes villes, dans tous les pays développés, rassemblent les ménages les plus aisés, les plus travailleurs et ceux qui payent le gros des impôts. Les six principales agglomérations urbaines françaises

34. Voir les critiques, assez intéressées, de L. Ferry, *Le nouvel ordre écologique*, Grasset, 1992, 275 p.

35. M.-V. Ozouf-Marignier et M.-C. Robic, «La France au seuil des temps nouveaux: Paul Vidal de la Blache et la régionalisation», *L'Information géographique*, 1995, 59, p. 46-56.

36. G. Wackermann, *Très grandes villes et métropolisation*, Ellipse, 1999.

assurent plus des quatre-cinquièmes des ressources de l'État. Leur reprocher de creuser le déficit national n'est pas sérieux. L'auteur postule une relation peu crédible sans la prouver: les procédés de Gravier n'ont pas disparu.

Tel autre géographe ³⁷ titre son ouvrage «Les grandes métropoles du monde», en ajoutant seulement en page suivante «et leur crise» comme si pour une métropole, être en crise allait de soi. Après deux chapitres de description, les suivants sont purement négatifs: *Une ségrégation socio-spatiale qui s'aggrave* (chap. 3), *Misère, délinquance, drogue, violences* (chap. 4), *Une crise du logement qui s'aggrave* (chap. 5), *Crise des transports* (chap. 6), *Crise de l'environnement* (chap. 7). Le lecteur se demande avec étonnement pourquoi tant de gens continuent à venir vivre dans de pareils enfers où ils acceptent de payer quatre fois plus cher que dans une petite ville pour se loger. Il doit bien y avoir des raisons, mais l'auteur n'en parle pas. Une partie de la géographie française ne perd-elle pas le sens des réalités? Et ne risque-t-elle pas ainsi d'y perdre sa crédibilité?

CONCLUSION

L'ouvrage de Gravier et les principes qu'il a fait triompher en France ont produit pendant un demi-siècle une étrange politique d'aménagement dont le but était moins de développer une province qui se laissait aller que de ruiner la capitale.

La politique des «pôles de croissance» a été abandonnée quand on s'est aperçu que le pôle le plus actif en France, c'est-à-dire, qui induisait à distance le plus d'emplois et de richesses était... Paris. En 1955, Pierre Mendès-France institua l'«agrément préalable» pour limiter les

constructions et les extensions en région parisienne cependant qu'un décret d'Edgar Faure créait des SDR (Société de Développement Régional) dans toutes les régions françaises sauf dans l'Île-de-France à qui cela fut interdit. La DATAR, pendant trente ans, a publié des cartes où Paris n'était plus mentionné: un grand vide remplaçait huit ou dix millions d'habitants. Et la plupart des Français sont encore persuadés que «la province paye pour Paris». Le tableau 1 montre bien évidemment le contraire. L'Île-de-France assure plus du quart (26,7 %) du budget de l'État; le quart de ses impôts vont aux autres régions françaises. Toutes les régions, sauf l'Alsace et Rhône-Alpes, reçoivent de l'État (en fait, de l'agglomération parisienne) plus qu'elles ne lui versent.

Il y avait pourtant mieux à faire. L'absence si souvent déplorée d'un tissu solide de PME et de PMI a été justement attribuée à l'incapacité des banques françaises de prêter des fonds. Obsédées par une vision ruraliste et patrimoniale, les banques n'ont pas su évaluer l'intérêt d'une idée, d'un projet industriel; elles refusaient d'ouvrir des lignes de crédit lorsque le dossier n'était pas adossé à des terres ou à des immeubles. Les PME ne jouissaient d'une trésorerie confortable que lorsque leurs affaires périclitaient; dans ce système pervers, une PME en essor était en permanence au bord de la cessation de paiement. Cette politique désastreuse aurait pu être facilement corrigée: l'État était propriétaire des principales banques. Il n'a pas essayé davantage de rendre plus dynamiques et plus responsables les Chambres de Commerce et d'Industrie ou de moderniser l'enseignement technique.

Gravier a inspiré une sorte de suicide national, luttant contre Paris la mal aimée, considérée comme l'ennemi, ce qui détournait commodément les yeux des incroyables faiblesses de l'État et le protégeait de la menace d'une agglomé-

37. R. Guglielmo, *Les grandes métropoles du monde*, A. Colin, 1996.

Tab. 1 : Prélèvements et versements de l'État en 1995 par région et par habitant

Budget 1995	Prélèvements	Versements	Solde	Pop. 95	Prél./hab	Solde/Hab
Total	-1734807 (million F)	1734807 (millions F)	-1 (millions F)	59130023 (F/Hab.)	-29339 (F/Hab.)	0
Alsace	-48792	46004	-2670	1679258,5	-29056	-1590
Aquitaine	-76262	84662	8220	2852094,5	-26739	2882
Auvergne	-36908	39205	2219	1315046	-28066	1687
Bourgogne	-43407	47819	4358	1609860	-26963	2707
Bretagne	-74203	83524	9243	2850917,5	-26028	3242
Centre	-67933	68444	598	2405682,5	-28239	249
Champagne-Ardenne	-38715	40739	2015	1345105,5	-28782	1498
Corse	-6138	9415	3233	255283,5	-24044	12664
Franche-Comté	-28775	31179	2346	1107167,5	-25990	2119
Île-de-France	-463225	343748	-118056	10806282,5	-42866	-10925
Languedoc-Roussillon	-55968	74195	17566	2205316,5	-25379	7965
Limousin	-19301	23734	4331	716894,5	-26923	6041
Lorraine	-61790	70133	8263	2308051	-26772	3580
Midi-Pyrénées	-65910	80401	14310	2491175	-26457	5744
Nord-Pas-de-Calais	-99942	119924	19854	3980823	-25106	4987
Pays-de-la-Loire	-82530	89364	6783	3140586,5	-26279	2160
Picardie	-47761	51005	3257	1834084	-26041	1776
Poitou-Charentes	-42819	47689	4785	1617588,5	-26471	2958
PACA	-124449	128887	4336	4382029	-28400	989
Rhône-Alpes	-164944	160078	-4460	5498054	-30000	-811
Basse-Normandie	-36805	43305	6327	1406755,5	-26163	4498
Haute-Normandie	-48231	51354	3140	1758719,5	-27424	1785

Source : *Economic and Social cohesion in the European Union: the impact of member states own policies, regional Development studies*, n° 29, (1998), Bruxelles; *Recensement de la France 1990, 1999*, INSEE.

NB: 1 – Les dépenses, ainsi que les soldes, sont calculés « par bénéficiaire » afin de permettre des comparaisons avec les autres pays européens, ce qui explique que le solde ne soit pas exactement égal à la différence des prélèvements et des dépenses. En outre, les chiffres sont arrondis.

2 – Les populations de 1995 ont été évaluées par interpolation linéaire entre les recensement de 1990 et 1999.

ration aussi puissante qu'il maintient soigneusement, depuis 1800 hors la loi commune et sous le contrôle exceptionnel de deux préfets³⁸. Par amour de l'autorité, on voulait appuyer l'État sur les campagnes en luttant contre les grandes villes trop modernes et trop riches. Par nationalisme, on ne voulait voir dans Paris qu'une capitale française trop grande et non une capitale européenne et une métropole mondiale. Un géographe anglais plus lucide a osé écrire «Les intérêts de l'agglomération londonienne ne coïncident pas avec ceux du reste de l'Angleterre. C'est bien pourquoi le Royaume-Uni n'est pas assez grand pour Londres»³⁹. De même, la France est trop petite pour Paris dont l'activité dépend moins de ce qui se passe dans une petite ville française qu'à Francfort, à Londres ou à Los Angeles.

Cette politique a produit un aménagement pervers qui a consisté, pendant un demi-siècle, à subventionner les campagnes d'où les habitants partaient et à négliger les banlieues où ils venaient s'installer. Aujourd'hui encore, les différents moratoires maintiennent dans les campagnes des services publics surdimensionnés alors que les zones péri-urbaines manquent de tout. Certes, les crédits de l'aménagement ont toujours été faibles, mais cette doctrine a justifié les immenses subventions payées à l'agriculture depuis un siècle. On a estimé les subventions publiques directes en faveur de l'agriculture, en 1996, à 171 milliards de francs⁴⁰. Il faudrait y inclure le coût du maintien de bureaux de poste inactifs (coût estimé l'an dernier par la Poste à environ 4 milliards), d'écoles avec peu d'enfants, de gendar-

meries inutiles, etc. sans oublier les boulangers que l'on subventionne parfois. La tempête de décembre 2000 a montré combien il était long, pénible et coûteux de maintenir des réseaux électriques et téléphoniques en milieu rural⁴¹.

Enfin, il convient de ne pas oublier le surcoût induit par une politique constante de prix agricoles garantis, avec des modalités différentes, depuis les lois Méline (1892) dont les effets pervers dépassent les frontières. En 1989, la tonne de blé était achetée 1300 F pour un prix mondial de 600 F. En 2000, l'État achetait la tonne de sucre de betterave à 4800 F alors que Cuba essayait vainement de vendre sa récolte à 1200 F. On conçoit les effets désastreux d'une telle politique sur les pays en développement qui ne peuvent concurrencer des prix autant subventionnés.

L'État français aujourd'hui déverse chaque année plus de 160 milliards de francs dans des campagnes où ne subsistent que 650000 exploitations, soit une subvention moyenne de 20000 F par mois et par exploitation. Le revenu moyen de l'agriculteur français est constitué pour 54 % de subventions. En revanche, les zones péri-urbaines sont à l'abandon, les équipements y manquent cruellement et leur population semble partir à la dérive. Pourtant, c'est dans ces banlieues et non dans les vieux centres urbains figés ou dans les campagnes abandonnées que vivent les jeunes couples, que naissent les enfants, que l'on travaille et que l'on paye des impôts.

Ne faut-il pas souhaiter que certains géographes lisent Gravier avec un sens critique, remettent pied sur terre et prennent quelque distance avec les idéologies dominantes? Ne sont-ils pas des hommes de terrain et non pas seulement de la terre?

38. Voir la loi «PLM». Certains impôts pèsent exclusivement sur les grandes villes: les Parisiens payent près de 55 % de l'impôt de Solidarité sur la Fortune.

39. «The interests of the London City Region do not coincide with the interests of the rest of England. This is why the United Kingdom is not big enough for London». P.J. Taylor. «Is the United Kingdom big enough for both London and England?», *Environment & Planning*, 29 (5), May 1997, p. 766-770.

40. *Rapport public de la Cour des Comptes*, 1997, p. 57.

41. Voir aussi E. Uzel, *Rapports entre taille et coût urbain*, mémoire de DESS. Institut Français d'Urbanisme, Université de Paris-8, 1998.